Bulletin de

L'UNION PROLETARIENNE

N°3 juin - juillet 82 2FF

sommaire

France: la lutte des ouvriers de Citroën.

Japon: misère des prolétaires et tentatives d'organisation de classe au pays du capital triomphant.

- pour une lutte d'unification des ouvriers de tous les "yoseba". (comité de lutte de Sanya) Tokyo.

Belgique: à propos du bilan du groupe "des chomeurs en lutte".

- texte du bilan.

POUR TOUT CONTACT ECRIRE SOUS DOUBLE ENVELOPPE A : L'UNION PROLETARIENNE
C/O LIBRAIRIE L'HERBE ROUGE 1 BIS, RUE D'ALESIA 75014 PARIS

imprimerie speciale

JAPON:

MISERE DES PROLETAIRES ET TENTATIVES D'ORGANISATION DE CLASSE AU PAYS DU CAPITAL TRIOMPHANT

Dans le pays présenté par les médias comme le seul où le chômage ne sévit pas comme dans les autres, la crise a amené en réalité comme partout ailleurs son cortége de misère et de chômage pour les ouvriers. Les statistiques gouvernementales du Japon reconnaissaient à peine un taux de 2% de chômage, mais ces chiffres n'ont rien à voir avec la réalité : le chômage de tous ceux qui en sont le plus frappés, ouvriers journaliers, ouvriers temporaires, ouvriers saisonniers d'origine rurale, femmes etc... ne sont pas comptés dans les statistiques. IL suffit qu'un ouvrier ait travaillé une heure dans la semaine pour qu'il ne soit pas considéré comme étant un chômeur. On peut imaginer le rôle que jouent les agences pour l'emploi. Les femmes qui"démissionnent" toujours et ne sont jamais licenciées s'inscrivent très rarement aux agences. Tous ceux qui n'ont pas le statut d'ouvriers "permanents" dans une grande entreprise sont ainsi rayés des statistiques relatives aux chômeurs. On comprend dans ces conditions que le taux de chômage soit toujours aussi fixe, puisque même celui qui perd un emploi stable entre très rapidement dans cette catégorie d'ouvriers à emploi instable, sans quoi il ne peut pas survivre.

Un caractère spécifique du chômage au Japon est que celui des jeunes est moins élevé, parce que le système du salaire échelonné sur la base de l'âge et de l'ancienneté en fait une main d'oeuvre bon marché particulièrement recherchée par les grandes et petites boîtes à la fois pour sa productivité (les ouvriers sont encore jeunes et en bonne santé) et son prix moins élevé. Le chômage est donc plus élevé chez les ouvriers plus âgés, qui ayant souvent une famille à nourrir et s'ils se retrouvent au chômage s'embauchent dans des conditions très défavorables et dans les secteurs les plus mal payés. payés.

Un chiffre donnera une idée de l'exploitation que subit cette armée de réserve industrielle que sont l'ensemble des chômeurs ; le nombre de travailleurs "familiaux" non rémunérés se monte à presque 7 millions de travailleurs. Ils sont les plus nombreux dans l'agriculture, le petit commerce et la construction. Ils sont également plus nombreux depuis la crise dans les mines et l'industrie. Inutile de dire que dans bien des cas il ne s'agit de main d'oeuvre "familiale"

que de nom, comme nous allons le voir concrèrement dans le secteur de la construction.

Bien sûr , reconnaître uniquement 2 % de chômage celà sert surtout dans la propagande démagogique de la bourgeoisie, et sert particulièrement dans le maintien de l'illusion que le renforcement de la compétitivité internationale de ses marchandises de son pays est utile au prolétariat, lui épargnant le chômage qui augmente à une allure vertigineuse partout. C'est une partie de tout l'arsenal de propagande de réorganisation pour renforcer le nationalisme et préparer à la guerre. Mais face à ce renforcement de l'exploitation et de l'oppression, il existe aussi une réaction des prolétaires, lutte qui dans son essence est internationale et présente les aspirations et les perspectives communes à tout le prolétariat mondial. Un exemple d'une telle lutte a été celle menée dans la période de fin d'année dans les quatre plus grands quartiers d'ouvriers journaliers du pays et de manière coordonnée. Ces quartiers souvent présentés comme étant ceux du sous prolétariat et du lumpen, qualifiés de tous les noms par la bourgeoisie - repère de truands, alcooliques, maqueraux etc... - n'en sont pas moins d'immenses réservoirs où le capital y puise allègrement la force de travail nécessaire à tous les grands travaux publics ! Ainsi la construction des stades des Jeux Olympiques (1964),les métros et tous les grands immeubles de TOKYO ont été réalisés principalement par ces ouvriers journaliers. L'Etat ou les différents municipalités des grandes villes passent les commandes aux grandes entreprises de construction qui, à leur tour, en passant par deux ou trois niveaux de boîtes de sous-traitance recrutent les ouvriers dans ces quartiers où il règne une misère extrême. Ces boîtes recrutent souvent en utilisant des "mercenaires" qui soutirent le plus souvent la moitié de la paye des ouvriers, ou encore servent à maintenir par la terreur les ouvriers sur les lieux de travail alors qu'ils ne perçoivent pas leur paye. Ces quartiers s'appellent "YOSEBA", terme qui signifie "lieu de rassemblement" parce que tous les matins à partir de 5 h 30 les "hommes de mains" des boîtes y viennent en bus, en un endroit précis,recruter les ouvriers. Celui qui à 7 h du matin n'a pas trouvé de boulot pour la journée passera certainement la nuit dehors, car les ouvriers dans ces quartiers, se logent pour la plupart à la journée. Dans certains cas où les lieux de travail sont éloignés, dans d'autres villes et même parfois dans d'autres pays, les ouvriers logent dans des foyers sur place, les "HAMBA" également surveillés par des mercenaires ou la boisson, le logement etc..sont plus chers qu'ailleurs , à tel point qu'il se révèle des cas où les ouvriers s'endettent auprès de la boite et sont obligés de continuer à travailler pour rembourser.

Depuis la crise de 74, les conditions de travail n'ont fait que s'empirer avec le chômage, multipliant des cas de paiement de salaires amputés d'une bonne partie, ou même parfois restent impayés. Les salaires baissant, la violence du capital est encore plus forte, profitant du chomage qui p usse les ouvriers à accepter les mauvaises conditions de travail.

Ces lieux ont été aussi des endroits où se sont développés à maintes reprises dans le passé des mouvements de révolte. Le quartier de SANYA à TOKYO en est exemple. Quartier le plus grand d' ouvriers journaliers de la capitale, il regroupe de 10 000 à 15 000 ouvriers journaliers. Entièrement détruit pendant la dernière guerre impérialiste, la bourgeoisie le réemplit très vite dès le lendemain

de chômeurs, de victimes de la guerre qui se rassemblaient devant les gares. Depuis, c'est resté un réservoir de main d'oeuvre pour tous les grands travaux et les diverses entreprises de construction. Ce quartier a connu de nombreuses luttes dans les années passées. Au début des années 50 il s'y est développé des mouvements contre la guerre de Corée, puis des mouvements contre le chômage où les rassemblements devant les agences pour l'emploi se terminaient en affrontement avec la police. dans les années 60, pendant le recul du mouvement des luttes ouvrières, ce quartier a vu de nombreuses émeutes, n'étant par ailleurs touché en rien par les "miettes" de la haute croissance. En 68, des comités de lutte s'y organisèrent en lien avec le mouvement contre la guerre du Vietnam, et les "comités de jeunesse contre la guerre", comités ouvriers à caractère extra-syndical très actifs dans tous les affrontements et manifs. Il y eu en 68, l'attaque du commissariat central de ce quartier, ce qui provoqua par la suite un affrontement entre les organisations du PCJ de ce quartier et le comité de lutte. De 1972 à 74 se constituèrent toujours dans ce même quartier ainsi que dans un autre des comités de lutte pour porter la lutte contre les conditions de vie et de travail sur les lieux même de travail. La répression et la crise amenèrent une dispersion, des emprisonnements de militants et la dissolution de ces comités.

Des ouvriers combatifs ayant tenté de continuer ce mouvement ont réussi à nouveau à se regrouper en comité et à impulser des luttes contre l'exploitation qui s'aggrave de jour en jour. Surmontant des conditions très difficiles de lutte, chômage accru, concurrence accrue entre ouvriers, dispersion des ouvriers dans une multitude de petites boites, ce comité mène un travail tenace pour organiser la solidarité de classe.

La lutte de fin d'année, appelée "ETTO" (lutte pour affronter l'hiver) est un mouvement devenu traditionnel dans ce quartier où la saison d'hiver est un vrai cauchemar pour les ouvriers réduits au chômage. Les mots d'ordre lancés par ce mouvement sont très simple :

- "par notre unité, ne laissons aucun de nos camarades mourrir de faim ou de froid".
- "si on t'attaques, riposte".
- "reste en vie pour riposter".

Le capital qui voit dans ce mouvement un moment de rassemblement et d'organisation des ouvriers a crée des sortes de camps pour y enfermer loin de ce quartier les ouvriers réduits à la misère totale.

En effet ce mouvement se démarque totalement d'un quelconque mouvement de "charité" et il vise avant tout à créer une force de classe pour s'opposer aux attaques de la bourgeoisie. Ces attaques se multiplient de toutes parts et pour s'y opposer il n'y a que la centralisation de tous les problèmes qui se posent aux ouvriers, le rassemblement de toutes les forces disponibles pour y faire face. La vraie nature de cet hiver, comme le disent les camarades du comité de lutte, se trouve dans l'attaque du capital qui s'en sert comme moyens de se débarrasser des ouvriers les plus faibles, les moins résistants, donc qui peuvent crever parce que ne sont plus rentables pour le capital !

Les camps, les différentes mesures de "sécurité" d'assurance pour les interner dans différents types d'établissements ne sont qu'un moyen de répression, de division, afin de se débarrasser de tous ceux devenus non rentables et ceci ne représente qu'une étape avant leur élimination physique et nullement des mesures charitables pour les empêcher de crever.
Pour ces"établissements" entourés de fil de fer barbelés,loin de tout lieu d'habitation, l'état a investi la somme de 8 millions de francs lourds.

Face à celà les ouvriers du quartier organisent la nourriture pour les chômeurs avec l'argent ramassé par leur collecte. Le mouvement s'ouvre par une manif dans le quartier pour appeler tous ceux qui sont dans la rue à venir occuper le parc du quartier. Dans le parc sont organisés, distribution de nourriture, soins, assemblées générales, fêtes de nouvel an, discussions débats. Les ouvriers s'organisent dans différents groupes de travail :

- groupe de propagande ;
- groupe de solidarité avec les prisonniers, avec les ouvriers des camps ;
- groupe de discutions des travailleurs pour centraliser les informations sur les conditions de travail et organiser la riposte ;
- soins, nourriture, patrouilles de nuit pour ne pas laisser les malades et sans abris dehors, appeler les autres à venir se rassembler et discuter des initiatives à prendre ;
- groupes de défense contre les flics ;

Tel est donc le fonctionnement du comité. Ce travail de rassemblement impulse un mouvement d'auto-organisation des ouvriers pour ne pas laisser isolé chaque ouvrier face à la violence du capital.
Les descentes en groupes de plusieurs dizaines parfois 100 ouvriers sur les petites boîtes pour obliger le patron à payer la totalité des salaires encouragent de plus en plus les ouvriers jusque là isolés et terrorisés (car souvent tabassés) à en parler et ces derniers jours, c'est par dizaines que se révélaient des cas de salaires impayés en grande partie ou totalement. Immédiatement, les prolétaires sur place,chômeurs et actifs, jeunes et vieux s'organisaient pour aller obliger le patron à payer.Ainsi là où la dispersion trop grande dans de petites boîtes fait obstacle à la lutte, c'est en s'organisant dans la rue, en partant de la rue que les ouvriers créent un rapport de force, en organisant la solidarité entre chômeurs et actifs. Contre ce mouvement les patrons essayent déjà de créer des syndicats par boîte, à leur solde. Elargir encore et toujours la solidarité de classe et mener des actions directes contre les patrons et leurs mercenaires sont les seuls moyens pour mettre en échec de telles tentatives. Avec le chômage, les capitalistes ne reculent devant rien pour renforcer l'exploitation parce que tous les jours, s'ils le veulent, ils peuvent changer d'ouvriers. Quand à celui qui proteste, il ne le réembauche plus !
Contre celà, seule l'union entre la masse des chômeurs et celle des ouvriers actifs permet de créer un rapport de force. Que la répression soit particulièrement sévère contre de telles tentatives rien d'étonnant. 6 camarades sont actuellement en prison

pour avoir mené ce type d'action. Mais en multipliant celles-ci, en retournant encore plus nombreux à la boîte qui avait dénoncé au tribunal ces camarades, le comité de lutte a redonné confiance aux ouvriers les plus démunis, a redonné la capacité et l'efficacité de mener la lutte commune.

Par ce travail, les camarades du comité de lutte montrent qu'il ne s'aurait exister de revendications pour "garantir" les conditions d'existence des ouvriers car toutes les miettes et concessions que donne la bourgeoisie ne visent qu'à détruire le mouvement de classe ; le mouvement de lutte de fin d'année à permis de montrer concrètement que seule la solidarité de classe organisée permet de faire face aux attaques du capital, de créer une force capable de riposter du tac au tac, que face à la violence de l'ennemi, c'est seulement par la violence de classe organisée que la riposte est possible. Ce mouvement dans le quartier a permis aussi d'impulser un mouvement dans les camps. Dans l'un d'entre eux une assemblée de 500 ouvriers s'est tenue pour établir une liste de revendications. La veille du dernier jour de ce mouvement a été organisé une manifestation pour se rassembler devant le commissariat central du quartier. Le dernier jour sera passé à aller sur différentes boîtes. Mais le mouvement continue et le travail d'organisation aussi, en particulier pour lutter contre les boîtes les plus "résistantes". La lutte menée par ces ouvriers montre un exemple de solidariété de classe, de lutte dans des conditions difficiles. Il existe ainsi partout des foyers de lutte qu'il s'agit de maintenir, de renforcer et d'élargir. On voit aussi que ces masses qu'on traite souvent de lumpen, d'inorganisables ou dont les révoltes sont qualifiées trop souvent de non-prolétariennes montrent au contraire une capacité d'auto-organisation et leur révolte est un terrain fertile de fermentation et d'organisation révolutionnaire. Le travail révolutionnaire parmi ces couches est d'autant plus précieuse aujourd'hui qu'une partie encore trop grande du prolétariat est enfermée dans le réformisme et le nationalisme. Le travail d'organisation sur des bases de classe dans les couches les plus sensibles à l'internationalisme permet d'ouvrir une brêche contre la domination et le renforcement du nationalisme et prépare l'organisation de classe, la force de classe nécessaire. Les camarades du comité de lutte ont montré tout au long de leurs interventions, le lien entre l'aggravation de l'exploitation, de l'oppression et de la répression avec les préparatifs à la guerre de la bourgeoisie. Malgré ses limites et son isolement, cette lutte s'inscrit dans les perspectives générales du prolétariat aujourd'hui ainsi qu'elle appuye certaines nécessités, telles que la tendance à l'organisation-centralisation des forces.

→

POUR TOUT CONTACT:

ÉCRIRE A L'ADRESSE PROVISOIRE SUIVANTE:

L'UNION PROLÉTARIENNE c/o Librairie l'Herbe Rouge

1, bis rue d'Alésia 75014 PARIS

En aucun cas, il ne saurait être question de considérer ce comité ainsi que l'action qu'il entreprend comme un simple organe de lutte "immédiate" ou autre. En effet, les questions politiques soulevées dans ce regroupement ne concernent pas seulement la lutte des ouvriers journaliers. Outre le fait que le comité a entamé un processus de fusion avec d'autres regroupements d'ouvriers journaliers de Tokyo, Nagoya et Osaka, il multiplie les actions communes avec des comités de prisonniers récemment constitués. De même qu'il se trouve devant la quasi nécessité de dépasser le cadre restreint de sa lutte originelle. Les questions du chômage, de la préparation à la guerre, de la démocratie, des droits sont constamment à l'ordre du jour. Néammoins, nous pensons que ce mouvement ne s'est pas encore donné toute, ou une bonne partie de la formalisationorganisationnelle et politique nécessaire à ce type d'élargissement. Toujours est-il que le mouvement ne cesse de progresser au point que les flics japonais commencent sérieusement à s'y intéresser, et pas seulement dans un cadre répressif. En effet le 24 avril dernier le commissariat du quartier de Sanya était litéralement pris d'assaut par plus de 1 000 ouvriers journaliers. A celà, il a suivi un certain nombres d'arrestations avec des "gardes à vue" pouvant facilement dépasser 1 mois, puis relachement des camarades, arrestations d'autres, libérations et ainsi de suite. Les flics font plus ou moins le tour des militants ouvriers connus et "tâtent" un peu le terrain certainement en vue d'une offensive plus grande contre le comité en vue de son élimination.

Pour notre part, nous publions de suite un texte émanant du comité, un des tous premiers textes d'ailleurs. Malheureusement il est très général. Par la suite, et à partir de ce numéro, nous commencerons la publication d'une série de textes du même comité ainsi que toutes les informations concernant son activité.

ERRATA

P I3. LIGNE 8 : au lieu de " toute l'expérience accumulée qui vit,qui lutte..." il faut lire : toute l'expérience accumulée d'une classe qui vit,qui lutte.

P I4. LIGNES 39 ET 40 : à "il dissoud en bon docte, gardien du programme..." ajouter : (ici, nous sommes bien obligés de constater que lorsqu'il s'agit de "programme" c'est bien évidemment de celui du GCI .)

POUR UNE LUTTE D'UNIFICATION DES OUVRIERS DE TOUS LES YOSEBA

Le mouvement prolétarien des ouvriers des YOSEBA naît sur un plan que réformistes et pacifistes ne peuvent récupérer (pacifier). Réservoirs immenses de main d'oeuvre à bon marché, il y règne une violence qui met à nu la dictature de la classe bourgeoise. Le mouvement ouvrier "traditionnel" incapable de s'opposer à une telle violence ne fait que s'effarer devant la forme d'émeutes que prend l'énergie de lutte des ouvriers des YOSEBA,ils ont déserté nos rangs de classe. Leurs efforts exclusivement dirigés vers les réformes et le parlement n'a absolument aucun rapport avec le mouvement des ouvriers des YOSEBA, mouvement qui lutte pour gagner l'auto-émancipation. Ce n'est qu'en soulevant une force de classe réelle visant à renverser la domination violente de l'ennemi de classe, que l'on peut organiser "l'énergie potentiellement destructive" pour détruire l'état actuel des choses.

Le mouvement des années 1972 à 1974 qui avait pour centre SANYA et KAMAGASAKI, leurs comités de lutte communs et le comité de lutte sur les lieux de travail a été le point de départ d'un mouvement de classe s'opposant aux courants du type social-démocrate et PC, un mouvement de riposte par notre violence de classe organisée contre celle de notre ennemi. La répression centralisée du pouvoir d'état du capital s'est abattue sur nous, amenant la dissolution des groupes. La raison principale de cet échec face à l'attaque de l'ennemi se trouve dans l'insistance unilatéral du caractère spécifique des couches sociales des YOSEBA,et une tendance au "YOSEBAISME" consistant à s'agenouiller devant ce caractère spécifique, ainsi que le fait que nous n'avons pas su élever à un niveau plus élevé de généralisation la conscience spontanée existant dans la lutte et dépasser nos limites pour s'élever à une orientation politique plus générale.

Depuis la crise de 74, l'ennemi de classe remet de l'ordre dans ses propres contradictions et ceci avec violence. Il prépare à la fois la guerre impérialiste et renforce l'offensive à l'intérieur du pays. Ceci se fait par le renforcemnnt de l'exploitation, de l'oppression, de la répression et de la domination par la division entre ouvriers. Cette situation s'est traduite dans les YOSEBA par le renforcement et la réorganisation de la répression, des mesures de "sécurité" contre les ouvriers réduits à une misère de plus en plus grande. Mais aussi par la tentative de renforcer le réformisme dans le mouvement des ouvriers des YOSEBA. Pendant cette période, ceux qui restaient du mouvement de 72-74 ont essayé de sauvegarder et de maintenir les aspects positifs développés par les deux comités susmentionnés. La continuation

de leur mouvement se fit par une tentative d'unifier les ouvriers de tous les YOSEBA. Malgrès cette démarche positive, nous ne réussîmes pas à marquer une démarcation suffisamment nette d'avec le réformisme et cela eu pour conséquence d'affaiblir la capacité combative des ouvriers des YOSEBA. Cette période ou nous n'avons pas su organiser en une lutte concrète l'énergie potentielle interne aux YOSEBA contre la domination de notre ennemi nous l'appelons "l'hiver" et aujourd'hui nous voulons dépasser cette période pour organiser une unité de combat des ouvriers de tous les YOSEBA.

Des mouvements "d'assistance" et de "charité" ont tendance à se développer davantage en temps de crise et ils ne sont rien d'autre qu'un moyen de la bourgeoisie pour lutter contre le mouvement d'auto-organisation des travailleurs. Nous devons donc nous démarquer totalement de tels mouvements à caractère de "secours".

xLe SANTORO * qui met l'accent dans sa brochure pour "s'opposer aux discriminations, protéger les droits des ouvriers, la vie et l'existence des ouvriers" et revendique "une élévation sur le plan social et politique de la condition des ouvriers des YOSEBA", nous pensons que leur "rapport de force favorable contre la bourgeoisie" ne se rapporte en fait qu'au type de mouvement mentionné ci-dessus. Mais pour nous, SOGIDAN (comité de luttede SANYA) nous pensons surtout que notre lutte doit être dirigé contre l'offensive bourgeoise qui tente par tous les moyens de détruire le mouvement de classe du prolétariat afin de parvenir à embrigader celui-ci. Ces moyens sont autant les diverses mesures de répression, de maintien de l'ordre que les miettes et concessions accordées.

Dans une période ou l'impérialisme dans le cadre de la crise et des violentes secousses quien sont la conséquence, il renforce partout la réaction et la terreur, la domination dans les YOSEBA se fait aussi plus violente, et nous pensons que l'orientation du SANTORO ne permet pas de s'opposer fermement à cette attaque de la bourgeoisie ainsi qu'aux préparatifs de guerre et à la mobilisation xénophobe du prolétariat. Continuer les aspects positifs des deux comités, en surmontant ce qu'ils avaient de limité et négarif, cela signifie pour nous lutter contre l'impérialisme, nous solidariser de la lutte en Corée du Sud contre l'impérialisme, nous unir étroitement à la lutte des ouvriers d'orignne coréenne au Japon, créer un large mouvement de lutte pour abattre le patriotisme, la bureaucratie qui sévit dans le mouvement ouvrier. C'est dans une telle lutte contre le patriotisme que nous forgerons une force, que nous comprenons la nécessité de nous organiser sur la base d'une nette démarcation en comprenant qu'au fond les réformes ne sont qu'un moyen pour nous affaiblir. Mettons nous bien en tête que pour nous, ouvriers des YOSEBA, notre seule alternative dans l'avenir est entre : crever ou s'auto-émanciper.

C'est pour cela que nous, comité de lutte de SANYA, nous nous opposons à la ligne tracée de "lutte défensive" à la réunion d'échanges des divers YOSEBA pour préparer la lutte de fin d'année.

Nous pensons au contraire qu'il faut élever la lutte vers l'offensive contre le pouvoir d'état, tous les ennemis intermédiaires, les conditions de vie de plus en plus misérables. Nous devons capitaliser en une force la détermination de tous nos camarades prêts à lutter contre le renforcement de l'exploitation et partir sur la base des résul-

*SANTORO : Syndicat unitaire de SANYA, crée en 77 à l'initiative de l'Armée Rouge (prolétarienne pro-chinoise)

tats d'une année de lutte pour élever cette lutte à une ligne de contre-offensive contre l'ennemi de classe, l'état, l'administration qui ne font qu'un.

C'est pour cela que nous répondons à l'appel lancé par des camarades de KAMAGASAKI pour préparer une "lutte de printemps" se soulevant contre les salaires au rabais, l'utilisation de la violence contre nous en préparant une unité des ouvriers des YOSEBA de tout le pays. Nous appelons donc aussi le comité exécutif crée pour la lutte d'ETTO (lutte de fin d'année) à utiliser ce moment de lutte pour se préparer à une lutte offensive. Malheureusement notre position a été déformée par le SANTORO. Le SANTORO s'attache uniquement aux "résultats" de notre mouvement donnés jusqu'à présent, et négligeant la généralisation nécessaire des réponses aux problèmes posés par notre pratique, il étouffe ce que contient en germe le mouvement spontané comme possibilité pour faire un bond en avant dans ces moments de lutte difficile.

(JANVIER 1982) SOGIDAN (Comité de lutte de SANYA)

****
****

AU SOMMAIRE DES NUMEROS DEJA PARUS:

N°1: Présentation (rapides considérations sur ce qu'est l'Union Prolétarienne)
Chômage; notre seul intérêt est l'unité de tous les ouvriers pour la destruction duncapital.
Immigration; il n'y apas de barriéres nationales pour le prolétariat.

N°2: La régularisation des immigrés, c'est la mise en place d'un dispositif de rafle pour préparer de nouvelles expulsions.
Une participation active au renforcement de l'appareil d'état du capital par un encadrement et une répression plus accru des prolétaires, voilà la réalité syndicale du"changement".
A propos des revendications ouvriéres.
Brêves informations sur les banlieues lyonnaises et marseillaises.
Brésil, Salvador da Bahia : émeutes contre la vie chère.

TOUS CES NUMEROS AINSI QUE L'ENSEMBLE DE NOTRE MATERIEL DE PROPAGANDE RESTENT DISPONIBLES.

****
****
****
****
****
****
****
****

A PROPOS DU BILAN DU GROUPE "DES CHOMEURS EN LUTTE"

Le texte que nous reproduisons ici est un bilan rédigé par certains camarades qui travaillaient au sein du groupe "des chômeurs en lutte" et qui a développé son activité en Belgique , notamment àBruxelles.Il nous a semblé relativement interessant de publier ce texte,d'abord parceque, en régle générale nous nous sommes fixé comme tâche de diffuser de faire connaitre le travail de tout groupe tendant à rompre avec l'encadrement actuel et ceci au niveau international,pour faire circuler l'information de ce type bien sûr, mais surtout afin de contribuer à un enrichissement global de toute l'experience accumulée qui vit , qui lutte pour le renversement du capital. Mais aussi parceque ce texte démontre à l'évi= dence l'etat dramatique de faible sse dans lequel nous sommes, alors que les besoins de la classe ouvrière de s'organiser sont énormes. Ce qui nous a semblé le plus important c'est bien assurément la nécessité de la concrétisation des fameux mots d'ordre généraux unitaires sur des points ponctuels , partiels , car c'est bien sur cet aspect des choses que butent à l'heure actuelle toutes les "interventions" . La critique sur ce point , est claire , explicite . Le propagan disme dans toute sa splendeur en est la cible: "appeler à créer un comité pour défendre des revendications générales sans mettre en avant leurs concrétisations ponctuelles , c'est les faire apparaitre comme irréelles (puisqu'on organise pas les moyens de les défendre) ". C'est un aspect , et non des moindres sur lequel nuus mêmes sommes confrontés et sur lequel nous reviendrons largement dans le bilan sur lequel nous travaillons actuellement . Néanmoins le bilan dont il est question ici aujourd'hui ne fait pour ainsi dire pas mention de la nécécité de l'élargissement de ce type de travail en dehors de sa spécificité même . Ce que cautionne tout à fait ce que tend à signifier politiquement le contenu du point numéro deux en fin de texte , car faut il " se mêler à ce qui existe comme activités organisatives sur le chômage " même si ces actions " ne sont pas prolé= tariennes " sous le pretexte qu'il faut nouer des contacts et faire des interven= tions de classe? Cela nous parait plus qu'embigu. Pour notre part il ne saurait etre question de se mêler à ce type d'activité , mais bien plutot de les combattr sur le terrain . Le contraire nous conduirait tout droit à " lutter " à l'interie des comités de chômeurs des syndicats .

De plus , ce texte manque cruellement de perspectives (il n'est pas le seul) d'ailleurs jusqu'à présent nous même n'en avons guére données . Car là est bien la question . S'il est bien necessaire de rompre l'atomisation entretenue par le capital et qui régne chez les chômeurs comme dans toute la classe ouvriére , cell ci ne peut se produire que si les différentes catégories d'ouvriers atomisés entrent en lutte contre ces barrières imposées par le capital . Or il va de soi qu'en intervenant dans ce type de spécificités entretenues par la bourgeoisie il faille se battre contre l'ensemble des conditions qui sont à la base de la situation de ces parties ou couches à la condition qu'on ne s'y cantonne pas

et que cette lutte s'inscrive dans le mouvement , la tendance générale à la centralisation unification de la classe .Ce qui n'exclut en rien la necessité de l'intervention , surtout à l'heure présente ou il est tout à fait indispen= sableque certaines tâches soient prises en charge presque essentiellement et uniquement par des groupes révolutionnaires .

Alors bien évidement , il était plus que logique que le GCI (groupe commu= niste internationaliste) qui est particulièrement cité dans ce bilan nous gratif d'un"à propos" qui ne fait que confirmer ce que nous constatons et pensons depui maintenant un certain temps . C'est dans sa publication pour la Belgique"Action communiste n°6 que le GCI nous donne sa position sur la dissolution de " des chômeurs en lutte "

" Nous avons soutenus cette "dissolution" des "chômeurs en lutte"non pas comme le pensent certains , car les positions délimitatives de ce groupe aurai= ent ete trop "hautes" , trop"politiques" (cf.le PCI)ou encore parceque ce type de travail nous serait interdit par une sacro-sainte décadence (cf le CCI) , mais essentiellement du fait que ce groupe - à l'origine groupe d'action ,d'agit tion sur le chômage - s'est de plus en plus transformé en un "organe" un "comité d'une lutte qui n'existait pas encore , entraînant des déviations immédiatistes et activistes dont notamment la fuite en avant dans des actions "coups d'éclats" pour "faire vivre" un comité qui n'en était pas unet la fuite vers des alliances frontistes (cartel d'organisations interclassistes dont "le rassemblement des jeunes contre l'injustice sociale , "le collectif des sous travailleurs"..... critiqué dans Action communiste n°3;cette"dissolution"n'est donc pour nous , en aucune maniére , un principe , mais beaucoup plus une conséquence circonstan= cielle de nos propres faiblaisses et oscillations quant à l'orientation à donner ce type de travail ,quant à l'encadrement , la direction d'éléments incontesta= blement révolutionnaires mais aux confusions multiples . Nous nous rendons par= faitement compte que la "dissolution" des "chômeurs en lutte" est essentielle= ment un produit de la <u>faiblesse générale</u> du mouvement ouvrier , d'autant plus qu'elle intervient quelques mois avant les combats importants menés par notre classe et dans lesquels un groupe menant un travail dans la lignée politique "des chômeurs en lutte" aurait renforcé le travail propagandiste , agitatoire , organisatif , unificateur , centralisateur ,...des communistes."

Les lecteurs attentifs et soucieux d'une certaine rigueur (ne spéculons pas sur le mot) auront aisément constaté , le condensé"d'embiguité" qui se trouve résumé ici . Mais en fait "d'embiguité" , rien de tel . Le GCI nous dit tout bonnement que , en raison de son incapacité à résoudre les problémes qui se posent aux chômeurs(plus spécifiquement au groupe "des chômeurs en lutte") incapacité due à ses faiblesses et oscillations , il dissoud en bon docte ,gar= dien du "programme " ce regroupement tout en reconnaissant que ce groupe aurait certainement renforcé la tendance à la centralisation-unification du prolétariat Il ne convient certainement pas ici de comparer , comme le GCI le fait , sa posi tion et celle de la classe ouvriére.Car comment se fait il que l'appel dont il est question dans le bilan ait été entendu et comment se fait il que ceux qui ont rédigé l'article d'action communiste aient contribué à cet appel ? Irrespon= sabilité ? Peut être!la suite nous le dira . Mais plus concrétement qu'en est il donc ? D'aprés le GCI " les lecteurs du bilan restent etonnés de ne pas trouver l'essentiel , à savoir les désaccords programmatiques " pensez donc! et le GCI a vite fait de les trouver lui , ces fameux "désaccords programmatiques " et quels sont ils ? " la base de l'argumentation du "bilan" (soigneusement camoufl par la petite histoire)est la conception léniniste de la classe et donc de son parti , déterminant plus ou moins rapidement une <u>pratique syndicaliste</u> , même si celle ci se situe pour l'instant , en dehors des syndicats classiques " . Effect vement la question est là , mais le GCI élude celle ci évite soigneusement d'entrer dans ses " faiblesses et oscillations " car le travail , le nécessaire travail d'intervention actuel s'inscrivant dans la <u>tendance</u> à la centralisation

de facon concréte , sur des bases organisatives perceptibles aux prolétaires et répondant effectivement et nécessairement à des besoins cruciaux de la clas ouvriére et ceci surtout dans cette période , cette pratique estelle une pra= tique syndicale ? Le GCI a tranché . Pour lui c'est oui . Mais si le GCI nous parle sans arrêt de constitution de force de classe organisée , on peut se demander légitimement comment il compte s'y prendrepuisqu'il nous dit clair ment qu'il ne saurait être question de se battr contre les "effets du systéme

Pour notre part , on ne serait pas assez précis si on ne disait pas qu' il n suffit pas de se battre contre ces "effets" mais aussi et en même temps d'orga niser la lutte pour le renversement du capital et de servir bien évidement de cette force organisée qui elle aussi résulte de la lutte contre les "effets du systéme" Et ce sont bien de besoins de classe qu'il s'agit là. Certains leur donnent le nom d'immédiats . D'autres comme nous en l'occurence pensons qu'il s'agit de besoins généraux qui trouvent aussi leur matérialisation dans des luttes , cadres spécifiques et qui par leur essencemême font éclater ces spécificités . Il ne saurait donc être question de nier cette réalité ou de la travestir et de détourner la question de la nécessité de la concrétisation à tous les niveaux possibles des mots d'ordre généraux . Le contraire reviendrai à mettre des préalables à toute lutte , toute tendance à l'organisation-centra lisation de secteurs spécifiques ou autres . C'est malheureusement , à notre avis , ce que vient de démontrer le GCI .

BILAN DU GROUPE "DES CHOMEURS EN LUTTE"

Aprés une courte année d'activité , le groupe "des chômeurs en lutte " s'est dissoud , dans la plus grande confusion . Lors de sa derniére réunion dite "de bilan" , sont apparus deux types d'analysedes cause de l'échec de ce groupe. Pour les uns- dont le "Groupe Communiste Internationaliste" - la dissolution de "des chômeurs en lutte" est le résultat de la non existance de luttes au sein des chômeurs ; il serait donc illusoir d' organiser un comité de lutte lorsque cette derniére est absente. Pour d'autres -dont nous mêmes - les causes de l'échec sont à rechercher dans les orientations même de "des chômeurs en lutte" : quand bien même la situation n'est pas à la lutte massive , en tirer la lecon , comme le fait le GCI , qu'il faut se retrancher sur un travail d'étude et de propagande est criminel. Si le groupe n'est pas parvenu à regrouper "des chômeurs en lutte" , ce n'est pas parce qu'aucun chômeur n'est prêt à lutter , mais parce que les méthodes du groupe n'étaient pas adéquates. C'est dans cette deuxiéme perspective que se situe ce texte. Nous estimons qu'il est donc vital de tirer de réelles leçons de cette tenta= tive d'organisation pour que la poursuite du travail sur le chômage ne tombe